

**Point de presse de la porte-parole -
Enseignement français à
l'étranger/Cérémonie en l'honneur
des boursiers Excellence-Major -
Développement/Présentation de la
stratégie française de réponse aux
fragilités - Accord sur la question de
la dénomination de l'Ancienne
République yougoslave de
Macédoine - Jordanie/Territoires
palestiniens/Aide humanitaire
d'urgence - Territoires
Palestiniens/Abolition de la peine de
mort - Comité des droits de
l'Homme/Candidature de Mme
Hélène Tigroudja - Yémen - Italie
(Paris, 13 juin 2018)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

1 - Enseignement français à l'étranger - Cérémonie en l'honneur des boursiers Excellence-Major (Paris, 13 juin 2018)

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, recevra mercredi 13 juin au Quai d'Orsay, avec M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'Etat, et en présence de M. Christophe Bouchard, directeur de l'agence pour l'enseignement français à l'étranger, les étudiants bénéficiaires d'une bourse Excellence-Major qui valident cette année la fin de leurs études supérieures en France.

Cet événement répond à la demande du président de la République qui, dans son discours du 20 mars, affirmait que les 500 établissements de l'AEFE étaient la colonne vertébrale de notre offre d'enseignement à travers le monde et appelait à un développement encore plus ambitieux de notre réseau d'enseignement français à l'étranger.

Le dispositif des bourses Excellence-Major permet de soutenir environ 800 étudiants de nationalité étrangère pendant cinq années d'études en France. Sélectionnés chaque année parmi les bacheliers sur des critères d'excellence, ils reçoivent une bourse financée par le ministère de l'Europe et des affaires étrangères et l'agence pour l'enseignement français à l'étranger.

Dans un contexte de mobilité accrue des étudiants et de forte concurrence entre les systèmes d'enseignement supérieur de nombreux pays, les boursiers d'Excellence-Major sont un atout pour l'influence de la France et la promotion de l'attractivité de ses universités qui la place au 4ème rang mondial des pays d'accueil d'étudiants internationaux et au 1er rang mondial des pays non anglophones.

2 - Développement - Présentation de la stratégie française de réponse aux fragilités (Paris, 13 juin 2018)

M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, a ouvert mercredi 13 juin au Quai d'Orsay l'événement de haut niveau "Bâtir une paix durable - Prévention, Résilience, Approche globale" pour présenter la nouvelle stratégie française de réponse aux fragilités annoncée lors du dernier conseil interministériel pour la coopération et le développement le 8 février 2018.

L'événement réunissait Mme Kristalina Georgieva, directrice générale de la Banque mondiale, M. Achim Steiner, administrateur du Programme des Nations unies pour le développement, M. Donald Kaberuka, ancien président de la Banque africaine de développement, co-président de la Commission sur la fragilité, la croissance et le développement des Etats, haut représentant de l'Union africaine pour son fonds pour la Paix, M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement, et Mme Inna Modja, artiste engagée pour les droits des femmes.

À côté de la stratégie française, ont également été présentés le fonds paix et résilience ("fonds Minka") de l'Agence française de développement et la version française du rapport de la Banque mondiale et des Nations unies sur la prévention des conflits ("Routes pour la paix").

Le secrétaire d'Etat a mis l'accent sur la priorité accordée par la France à la réponse aux crises et aux fragilités, selon une approche préventive et globale liant diplomatie, sécurité, humanitaire, stabilisation et développement. Il a également rappelé l'engagement du gouvernement de consacrer, dans le cadre de son objectif général de porter d'ici 2022 son aide publique au développement à 0,55% du revenu national brut, 500 millions d'euros à l'aide humanitaire et alimentaire ainsi qu'à la stabilisation d'ici 2022 et de doubler les montants alloués au fonds "Paix et résilience" de l'AFD pour atteindre 200 millions d'euros par an.

Au-delà des moyens, de nouvelles modalités d'intervention seront développées, à l'instar, par exemple, de l'Alliance Sahel lancée en juillet 2017. Cette initiative, à l'origine franco-allemande, vise à articuler les problématiques de sécurité et de développement, en favorisant des méthodes innovantes, un système de redevabilité des bailleurs et des objectifs ciblés afin d'améliorer les conditions de vie des populations les plus vulnérables. La mise en oeuvre des projets privilégiera des circuits courts, transparents et qui permettront d'atteindre directement les populations concernées.

Aujourd'hui, près d'un cinquième de la population mondiale vit dans des contextes de fragilité, de conflit et de violence qui devraient concentrer d'ici à 2030 plus de 60% des pauvres dans le monde. Sans des efforts importants pour réduire les facteurs de ces fragilités, ces populations

particulièrement vulnérables seront confrontées à des défis de développement qui finiront par remettre en question l'engagement de "ne laisser personne de côté" pris lors du Sommet mondial sur le développement durable de 2015 au cours duquel ont été adoptés les 17 objectifs de développement durable.

3 - Accord sur la question de la dénomination de l'Ancienne République yougoslave de Macédoine (12 juin 2018)

La France salue l'annonce, le 12 juin 2018, par les Premiers ministres Alexis Tsipras et Zoran Zaev, d'un accord sur la question de la dénomination de l'Ancienne république yougoslave de Macédoine.

Il s'agit d'un développement majeur, dont l'aboutissement bénéficiera aux deux pays, en permettant le développement de leurs relations dans de nombreux domaines, en favorisant le renforcement de la stabilité dans la région des Balkans et pour l'Europe dans son ensemble.

La France, qui entretient des relations d'amitié étroites avec la Grèce et l'Ancienne République yougoslave de Macédoine et les a soutenues tout au long des négociations qui viennent d'aboutir, appelle toutes les parties prenantes dans les deux pays à soutenir cet accord en vue de sa pleine mise en oeuvre.

4 - Jordanie/Territoires palestiniens - Aide humanitaire d'urgence

La France fait don aujourd'hui de matériel et d'équipements médicaux au profit de l'hôpital militaire jordanien de Gaza. Le matériel et les équipements, qui comprennent des civières, des lits chirurgicaux, un électrocardiogramme, des appareils de mesure ainsi que du matériel d'anesthésie et de chirurgie seront acheminés depuis la Jordanie vers la bande de Gaza dans les prochains jours.

Cette opération reflète l'engagement de la France dans le règlement de la crise humanitaire que traverse la bande de Gaza. Elle complète le soutien accordé par la France à deux ONG françaises impliquées dans la réponse à l'urgence médicale à Gaza : "Médecins du Monde" et "Humanité et Inclusion", pour un montant total de 300.000 euros.

Enfin, cette opération conjointe franco-jordanienne est la démonstration de l'excellence des relations entre la France et la Jordanie, ainsi que de notre engagement commun à oeuvrer en faveur de la paix et de la stabilité au Proche-Orient, à laquelle la France réaffirme son profond attachement

5 - Territoires Palestiniens - Abolition de la peine de mort (6 juin 2018)

La France salue la signature par l'Autorité palestinienne, le 6 juin dernier, du protocole pour l'abolition de la peine de mort.

La France rappelle son opposition constante à la peine de mort, en tous lieux et en toutes circonstances et son engagement déterminé pour l'abolition universelle de ce châtimeur injuste, inhumain et inefficace. Elle appelle tous les Etats appliquant encore la peine de mort à établir un moratoire en vue d'une abolition définitive.

6 - Comité des droits de l'Homme - Candidature de Mme Hélène Tigroudja (13 juin 2018)

Demain, jeudi 14 juin 2018, aura lieu à New York l'élection de neuf membres du comité des droits de l'Homme. Ce comité composé d'experts indépendants est l'organe chargé de veiller au respect du pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Attachée à la protection universelle de ces droits, la France présente à cette élection la candidature de Mme Hélène Tigroudja, professeur de droit international. Mme Tigroudja possède une compétence reconnue en matière de droit international des droits de l'Homme, doublée d'une expertise pratique acquise à travers plusieurs missions de terrain. Elle est l'une des quatre candidates à cette élection.

Nous adressons notre plein soutien et nos vœux de succès à Mme Hélène Tigroudja, Elle est pleinement qualifiée pour contribuer utilement aux travaux du Comité.

7 - Yémen

Q - La coalition arabe dirigée par l'Arabie saoudite a annoncé mercredi avoir lancé l'assaut contre Hodeïdah. Dans ce contexte est-ce que la conférence humanitaire co-présidée par la France et l'Arabie saoudite le 27 juin est maintenue ?

R - La ville portuaire de Hodeïda est en effet un des accès-clefs du Yémen pour acheminer les biens commerciaux et humanitaires aux populations civiles.

L'actualité sur le terrain nous convainc de la nécessité que la communauté internationale prête une attention toute particulière à la question de l'accès humanitaire. C'est le sens de la conférence humanitaire que nous avons proposé d'organiser le 27 juin.

Le président de la République s'est entretenu hier avec Mohammed Ben Zayed, Prince héritier d'Abou Dabi. Il a évoqué avec lui la situation politique et militaire au Yémen, et notamment à Hodeïda, et a appelé les parties prenantes à la retenue et à la protection des populations civiles.

La France rappelle que seule une solution politique négociée, y compris à Hodeïda, permettra de mettre fin de manière durable à la guerre au Yémen et d'arrêter la dégradation de la situation sécuritaire et humanitaire dans ce pays.

8 - Italie

Q - Comment réagissez-vous aux déclarations du président du Conseil italien, Giuseppe Conte, qui accuse la France de donner des leçons "hypocrites" et qui "tourne le dos dès qu'il s'agit d'immigration" ?

R - Nous sommes parfaitement conscients de la charge que la pression migratoire fait peser sur l'Italie et des efforts que ce pays fournit. Aucun des propos tenus par les autorités françaises n'a bien entendu remis cela en cause, ni la nécessité de nous coordonner étroitement entre européens.

Le président de la République et le président du Conseil italien, Giuseppe Conte, s'en sont entretenus, à Charlevoix, en marge du G7, et le ministre de l'intérieur a eu des échanges hier avec son nouvel homologue italien.

Nous sommes attachés au dialogue et à la coopération que nous avons sur ces sujets avec Rome.

Pour nos deux pays, il est essentiel de parvenir rapidement à un accord sur la réforme du régime d'asile européen, de renforcer nos actions communes à destination des pays d'origine et de transit et, plus largement, de renforcer la protection de nos frontières extérieures. C'est le sens des travaux que nous entendons poursuivre avec nos partenaires italiens dans les tout prochains jours et qui seront naturellement au cœur de l'entretien prévu ce vendredi entre le président de la République et le président du Conseil italien. Sur ces questions, seule une réponse concertée peut être efficace.

Q - L'Italie a convoqué l'ambassadeur de France à Rome après des déclarations jugées "surprenantes" de la part de la présidence française sur le sort de l'Aquarius. Comment le Quai d'Orsay réagit-il à cette convocation ? La visite prévue vendredi à Paris du président du Conseil italien est-elle remise en cause ? La France a-t-elle également l'intention de convoquer l'ambassadeur italien à Paris ?

R - Les autorités italiennes, comme l'a annoncé la Farnesina dans son communiqué, ont convoqué notre ambassadeur "à la suite des déclarations faites en France au sujet de la situation de l'Aquarius". Il ne nous appartient pas de commenter cette décision.

Le président de la République a invité le président du Conseil italien à se rendre à Paris ce vendredi, dans le cadre du dialogue soutenu avec l'Italie et que nous souhaitons toujours étroit, afin de travailler ensemble à la préparation du Conseil européen de juin, évoquer les principaux dossiers internationaux et poursuivre notre coopération bilatérale./.